



De la Troïka à Goldman Sachs, le pantouflage de Barroso fait des vagues [2/2]

Ex-président de la Commission européenne, désormais collaborateur de la banque Goldman Sachs, José-Manuel Barroso ne s'est jamais appliqué les politiques d'austérité qu'il a imposées aux autres...

Par [Jérôme Duval](#)

Mondialisation.ca, 25 novembre 2016

[Regards.fr / CADTM](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

[\(Lire la première partie\)](#)

Photo : Portrait de Barroso peint sur un mur de la Demeure du Chaos

Ex-président de la Commission européenne, désormais collaborateur de la banque Goldman Sachs, José-Manuel Barroso ne s'est jamais appliqué les politiques d'austérité qu'il a imposées aux autres...

L'indécente prospérité de celui qui prône l'austérité

À la tête de la Commission européenne durant une décennie pour faire appliquer des contres-réformes régressives en Europe, Barroso profite de la mise en place de la Troïka pour mener des politiques d'austérité antisociales là où celle-ci mène ses programmes. Le mot d'ordre : baisse des dépenses publique via des réductions de salaire et des retraites dans la fonction publique, pour honorer des objectifs macroéconomiques imposés de l'extérieur.

Cependant, l'homme fort de l'austérité se garde bien de s'appliquer à lui même ce qu'il impose aux populations. À son poste de président de la Commission européenne (CE), il percevait un salaire mensuel de plus de 25 000 euros brut sans compter son allocation pour frais de résidence (15 % de son salaire) ni celle pour frais de représentation d'environ un SMIC par mois (1 418 euros). lire [ici](#) | [1](#)

Code de conduite

À soixante ans, Barroso qui a toujours prôné un recul de l'âge légal de départ à la retraite – comme dans son pays le Portugal où il est passé de 65 à 66 ans ou en Hongrie où il a été porté à 65 ans | [2](#) – jouit depuis avril 2016, d'une confortable retraite anticipée de 7 000 euros mensuel en plus de son salaire – encore inconnu à ce jour – chez Goldman Sachs International depuis juillet. | [3](#) | Le-chantre-de-l'austérité-en-Europe, emblème d'une guerre de classe prononcée, montre l'exemple d'une carrière fulgurante au sein de l'élite capitaliste... impossible à suivre pour les 99 % restant de la population.

Le 13 septembre dernier, des membres du Parti socialiste et quelques eurodéputés, dont

Eva Joly, donnent de la voix dans une tribune [publiée par Libération](#). Ils déclarent que « *le cas de M. Barroso constitue une violation claire et manifeste de l'article 245 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne* ». En effet, même s'il reste trop vaguement défini, cet article 245 (ex-article 213 TCE), stipule que les membres de la Commission « *prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages* » et prévoit qu'en cas de violation de ces obligations, la Cour de justice soit saisie pour « *prononcer la déchéance du droit à pension de l'intéressé ou d'autres avantages en tenant lieu.* ».

Si l'on en croit cet article du code de conduite qui semble exiger une « intégrité » à vie des commissaires, il serait alors en contradiction avec les règles anti-pantouflage qui, à ce jour, ne courent que pendant les dix-huit mois suivant la fin de leur mandat. L'incohérence est de mise... D'ailleurs, Barroso ayant respecté le délais réglementaire de dix-huit mois avant de rejoindre le privé, la démarche entachée de conflits d'intérêts n'a rien d'illégal.

Ce qui est légal peut parfois se révéler totalement injuste et illégitime. Toujours dans la légalité car suivant une loi datant de 1967, les anciens commissaires perçoivent de généreuses '*indemnités transitoires*' pouvant atteindre jusqu'à 65 % de leur ancien salaire de base pendant les trois années suivant l'expiration de leur mandat et ce, quelle que soit leur situation professionnelle. Outre la scandaleuse dilapidation d'argent public, cette mesure censée dissuader les anciens commissaires de s'intéresser à de nouveaux emplois afin d'éviter tout conflit d'intérêt, s'avère totalement inefficace. Jusqu'à preuve du contraire, Barroso lui-même et près d'une quinzaine de ses anciens commissaires perçoivent encore cette indemnité. [4]

Un comité d'éthique peu regardant

Enfin, les révélations apportées par le journal portugais *Publico* le 24 septembre nous confirment que pendant son mandat à la tête de la Commission européenne (2004 à 2014), José Manuel Barroso a bien entretenu des contacts étroits avec *Goldman Sachs* dont les dirigeants « *faisaient parvenir au cabinet de Barroso de manière confidentielle des propositions sur des changements à apporter aux politiques de l'Union européenne* ». Le conflit d'intérêts a donc déjà eu lieu entre la Commission européenne et la banque au passé sulfureux qui a dépensé près de 1,3 million d'euros en lobbying en 2015 pour influencer les prises de décisions politiques au sein de l'UE.

Sous la pression, Jean-Claude Juncker a demandé des clarifications à l'intéressé, mais cet échange ne sera pas rendu public. Malgré le tollé suscité, il faudra, attendre le 11 septembre pour que Juncker, face aux multiples critiques, décide de porter l'affaire du recrutement de son prédécesseur devant le Comité d'éthique de la Commission européenne. Celui-ci conclura sans surprise, dans son rapport rendu le 31 octobre, qu'« *il n'y a pas d'éléments suffisants pour établir une violation du devoir d'intégrité et de réserve* ». Circulez, il n'y a rien à voir !

Étonnant ? Ce comité d'éthique est un organe interne à la CE dont le fonctionnement est aussi obscur que dépourvu d'indépendance. À titre d'exemple, les membres précédents [5] dudit comité furent nommés par Barroso même ! L'un d'eux, Michel Petite, ancien directeur général du service juridique de la Commission, fut forcé de démissionner sous la pression de plusieurs ONG pour avoir « *organisé en 2013, alors qu'il était membre du Comité, des*

réunions avec ses anciens collègues afin de les conseiller à propos de la directive européenne sur les produits du tabac... tout en conseillant Phillip Morris International ». [6] De plus, les avis de ce comité sont confidentiels, non-contraignants et n'ont pas valeur de décisions.

Le pouvoir de « la firme »

Le pouvoir et l'influence de *Goldman Sachs*, accusée d'avoir joué un rôle majeur dans la crise des subprimes, dépassent l'imagination (lire l'encadré ci-dessous). À la tête de la firme depuis 2006, le président directeur général de *Goldman Sachs*, Lloyd Blankfein - qui s'était un jour amusé à déclarer « *Je ne suis qu'un banquier faisant le travail de Dieu* » - voit son salaire fixe tripler en pleine crise financière, passant de 600 000 à 2 millions de dollars en 2011. Cette même année 2011, il empoche 12,6 millions de dollars en actions, en hausse de 40 % par rapport à l'année précédente alors même que les bénéfices de l'entité bancaire venaient de chuter de 38 % en 2010.

Même si on est encore loin des 68,5 millions de dollars de bonus perçus avant la crise, le banquier rattrape le temps perdu et ses bénéfices poursuivent leur envolée coûte que coûte. En 2015, Lloyd Blankfein, a touché 30 millions de dollars, [7] ce qui en fait le banquier le mieux payé de Wall Street. [8]

Il est nécessaire de se mobiliser contre ces banksters et autres délinquants en col blanc qui nous volent impunément, afin de porter l'affaire en justice, bien au delà de ce comité d'éthique peu regardant, pour enfin mettre un terme à ces manœuvres mafieuses au plus haut niveau de la Commission européenne.

Mario Draghi, après avoir été ministre italien des finances jusqu'en 2002 et avant de présider la BCE, a aidé l'Italie à maquiller les déficit publics en tant que vice-président pour l'Europe de *Goldman Sachs International*.

Mario Monti, membre du comité de direction du puissant et polémique club *Bilderberg*, du think tank néolibéral *Bruegel*, du præsidium de l'influent think tank *Friends of Europe*, de la présidence du département Europe de *la Trilatérale* et conseiller de *Coca Cola*, il devient consultant pour *Goldman Sachs* dès 2005. Il sera nommé sénateur à vie et parachuté à la tête de l'Italie - sans élection - en novembre 2011.

Lucas Papadémos quitte la vice-présidence de la BCE pour devenir le nouveau premier ministre en Grèce sans pour autant avoir été élu. Il a auparavant été gouverneur de la Banque centrale hellénique entre 1994 et 2002 et a participé à ce titre à l'opération de trucage des comptes perpétré par *Goldman Sachs* en étroite collaboration avec Petros Christodoulos, un ex-trader de *Goldman Sachs*. En février 2010, ce dernier sera nommé directeur général de l'Agence de gestion de la dette publique grecque (*Public Debt Management Agency*) et mènera la restructuration de la dette avec les créanciers dont... *Goldman Sachs*.

Chacun de ces trois personnages ont une part de responsabilité dans la crise qu'ils prétendent résoudre, notamment au sein de la sulfureuse banque d'affaires. Mario Draghi en tant que vice-président pour l'Europe de *Goldman Sachs International*, Lucas Papadémos en tant que gouverneur de la Banque centrale hellénique et Mario Monti comme conseiller international de *Goldman Sachs* ont tous trois provoqué à des degrés divers la crise en Europe, en aidant à la falsification de comptes de la dette grecque ou italienne et en spéculant sur celles-ci.

Notes

[1] Voir : <http://ec.europa.eu/archives/commis...>

[2] Per Thiemann, Thomas Lauritzen, « José Manuel Barroso, the banker, is already receiving retirement payouts from the EU », *Politiken*, 27 septembre 2016 : <http://politiken.dk/newsinenglish/E...>

[3] Cette retraite anticipée correspond à 70 % de la pension à taux plein, d'environ 10 000 euros, qu'il aurait pu toucher s'il avait attendu d'avoir 65 ans.

[4] Daniel Mützel traduit de l'allemand par Marion Candau, « L'équipe Barroso continue d'empocher des sommes astronomiques », EurActiv.fr, 4 novembre 2016. <http://www.euractiv.fr/section/poli...>


[5] Il y a eut un changement de direction, les trois membres actuels ayant été nommés le 13 juillet 2016.

[6] Alberto Alemanjo, Professeur, titulaire de la chaire Jean Monnet en droit européen à HHEC Paris et Benjamin Bodson, assistant en droit européen à l'UCL. « Barroso, Kroes... et maintenant ? », *L'Echo*, 28 septembre 2016.

[7] Il touche un salaire fixe de 2 millions de dollars, un bonus de 6,3 millions et 14,7 millions en stocks-options. L'entreprise lui a également attribué le 15 janvier 2015 un bonus de 7 millions de dollars qui sera versé sur huit ans, ce qui porte sa rémunération totale à 30 millions de dollars.

[8] Et ce, malgré une chute de 31 % des bénéfices de Goldman Sachs à 5,57 milliards de dollars, plombée par quelques amendes pour solder des poursuites juridiques des autorités américaines sur ses pratiques dans l'immobilier... « Le bénéfice de Goldman Sachs plonge de 31% », 20/01/2016. <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/20...> et <http://www.challenges.fr/finance-et...>

Article publié sur Regards.fr et sur le site du CADTM

 Jérôme Duval est membre du CADTM, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (www.cadtm.org) et de la PACD, la Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette en Espagne (<http://auditoriaciudadana.net/>). Il est l'auteur avec Fátima Martín du livre *Construcción europea al servicio de los mercados financieros*, Icaria editorial 2016 et est également coauteur de l'ouvrage *La Dette ou la Vie*, (Aden-CADTM, 2011), livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.

La source originale de cet article est [Regards.fr / CADTM](http://Regards.fr/CADTM)

Copyright © [Jérôme Duval](http://Regards.fr), [Regards.fr / CADTM](http://Regards.fr/CADTM), 2016

Articles Par : [Jérôme Duval](http://Regards.fr)

A propos :

Jérôme Duval est membre du CADTM, Comité pour

l'abolition des dettes illégitimes (www.cadtm.org) et de la PACD, la Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette en Espagne (<http://auditoriaciudadana.net/>). Il est l'auteur avec Fátima Martín du livre Construcción europea al servicio de los mercados financieros, Icaria editorial 2016 et est également coauteur de l'ouvrage La Dette ou la Vie, (Aden-CADTM, 2011), livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca